



NPA POUR UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Tous ensemble pour refuser de payer leur crise !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure - Novembre 2008

A lors que les milliards coulent à flot pour les banquiers et les patrons, les salariés sont invités à payer les frais de la crise du système capitaliste. Présenté le 28 octobre, le troisième volet du « plan anti-crise », soi-disant destiné à soutenir l'emploi, se résume à de nouvelles attaques contre la majorité de la population.

Sarkozy n'a bien sûr rien dit sur les licenciements collectifs et les plans sociaux qui s'accumulent dans l'automobile, la vente par correspondance, le bâtiment et d'autres secteurs. Il n'a nullement remis en cause les 30 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Par contre, il utilise cyniquement la baisse du pouvoir d'achat et la hausse du chômage pour détruire un peu plus les garanties collectives et les droits sociaux.



Les patrons en rêvaient...

Ainsi, la relance des contrats aidés signifie transférer sur le budget de l'Etat le coût de milliers d'emplois supprimés par le patronat. Cette mesure, tout comme les nouvelles facilités données pour embaucher en CDD, aggrave la casse du droit du travail en favorisant l'emploi précaire et sous-payé au détriment d'un emploi stable.

S'y ajoutent la loi devant autoriser le travail le dimanche et, maintenant, les premiers pas en vue de repousser l'âge de la retraite à... 70 ans ! Autrement dit, travailler jusqu'à la tombe.

Un plan d'urgence en défense des salariés

Une mobilisation unitaire est nécessaire pour bloquer ces attaques et imposer, par nos luttes, un plan alternatif.

C'est aux privilégiés de payer pour la crise dont ils sont responsables :

- ▶ 300 € d'augmentation pour tous, le SMIC à 1500 € net, indexation des salaires sur les prix.
- ▶ Interdiction des licenciements (obligation imposée solidairement au patronat de maintenir les contrats de travail), ouverture des livres de compte afin de pouvoir vérifier où va l'argent.

- ▶ Retour à la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), avec pas moins de 75 % du salaire au bout de 37,5 annuités maximum.

- ▶ Pour que le crédit serve aux besoins sociaux et non à la

spéculation : nationalisation des banques sans indemnité ni rachat, service public bancaire unique sous le contrôle des salariés et de la population.

- ▶ Défense et extension de tous les services publics.



Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

NOM, PRENOM : TEL :
ADRESSE : E-MAIL :

A retourner à : NPA 27, 43, rue St-Jean - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27@hotmail.fr

Et maintenant la retraite à 70 ans...



Le parlement vient de combler les attentes du MEDEF en votant de nuit en catimini le 1^{er} novembre un amendement qui porte à 70 ans le seuil de mise à la retraite. Et Xavier Bertrand, ministre du travail, va jusqu'à clamer : « *Laissons les Français choisir, laissons-les travailler !* ». Déjà, l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein fait que de plus en plus de salariés partent avec une retraite de misère puisque, avec les périodes de chômage, les licenciements et les temps partiels imposés par les employeurs, les salariés n'arrivent à cotiser aujourd'hui que 37 annuités en moyenne.

Comment tenir le coup en travaillant jusqu'à 70 ans alors que déjà à 60 ans et même avant les corps sont usés et brisés ? Quand on sait que 3 maladies sur 5 après 60 ans sont dues aux conditions de travail dans les entreprises...

En réalité, gouvernement et patronat voudraient ne nous laisser d'autre « choix » que de partir de plus en plus tard ou encore de cumuler des pensions de misère et un emploi. Mais pas question de travailler jusqu'à la tombe : tous ensemble pour une retraite à taux plein à 60 ans (et 55 pour les métiers pénibles) après 37,5 annuités maximum !

500 000 ménages n'arrivent plus à payer leur loyer !

Pendant que l'argent coule à flots pour les banques, les travailleurs eux sont de plus en plus étranglés. La fondation Abbé Pierre vient en effet de révéler que 500 000 ménages parmi les plus modestes (aux revenus inférieurs au smic) présentent des impayés de loyer de plus de 2 mois, soit une hausse de plus de 96 % sur 4 ans pour le parc privé et 58 % pour le parc public. Et le même gouvernement qui est capable de dégoter la bagatelle de 360 milliards pour les banques, a réussi le tour de force d'augmenter pour les classes populaires, de 5,58 %... les expulsions de logement en 2007 !

Deux classes, deux crises...

► Sur les 35,63 millions de foyers fiscaux français recensés en 2007, 493 163 foyers ont déclaré plus de 97 500 euros de revenus au titre de l'année passée. Et parmi ces foyers, 7.076 contribuables ont échappé à l'impôt sur le revenu.

2,08 millions de foyers ont déclaré de 49 000 à 97 500 euros de revenus en 2007, dont 52 000 non imposables.

► Le salaire moyen des 50 premiers patrons français, qui s'établit à 383 000 euros par mois, a augmenté de 20 % en 2007, et représente 310 fois le Smic, selon une enquête du magazine Capital.

De l'argent que les chômeurs n'auront pas

Sur 3 millions de chômeurs, 1,6 million seulement sont indemnisés par l'assurance chômage. Le gouvernement durcit toujours plus les conditions pour toucher une allocation. Pendant ce temps-là, il vient de dépenser un demi million d'euros auprès de l'agence spécialisée Nomen, pour rebaptiser « Pôle emploi » le regroupement de l'ANPE et de l'Unedic. Ça fait cher la syllabe.

Les Etats-Unis après l'élection d'Obama

Il y a 50 ans à peine, des millions de noirs étaient privés de leurs droits civiques, soumis à des lois ségrégationnistes dans de nombreux états. De ce point de vue, l'élection de Barack Obama tourne une page de l'histoire des Etats-Unis.

L'autre motif de satisfaction pour des millions d'américains est que cette élection sonne aussi la fin de 8 années de présidence Bush marquées par les guerres d'Irak et d'Afghanistan et des attaques sans précédent contre les travailleurs et les minorités noire et hispanique.

Au delà, et malgré la tentative d'Obama de se faire passer pour le candidat du "changement", il restera une continuité certaine au profit du capitalisme américain. C'est ainsi, qu'il promet de retirer les troupes américaines d'Irak d'ici 16 mois... pour en envoyer 7 000 de plus en Afghanistan. De même son soutien au plan Paulson qui offre 700 milliards de dollars aux banques en faillite montre que le véritable changement viendra de la mobilisation des travailleurs américains eux-mêmes.



Un nouveau parti pour lutter et changer le monde !

Militants anticapitalistes, syndicaux, associatifs, jeunes, travailleurs avec ou sans emploi, nous avons décidé de regrouper nos forces et de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot et la LCR pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste.

Face à Sarkozy, l'ami des patrons et des milliardaires, et à la guerre sociale qu'il mène contre les travailleurs et les jeunes, face à la faillite et la capitulation des partis de gauche, il manque cruellement un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui, un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société.

Ce parti appartiendra à toutes celles et ceux qui s'y engageront. C'est maintenant que commence la discussion pour décider ensemble, pour construire ensemble ! Rejoignez-nous !

Ne pas jeter sur la voie publique.